

Au début de ses observations, le ministre a parlé de la diminution du coût de la vie. Je crois que cette diminution est bien accueillie, mais je signale de nouveau qu'elle se traduit présentement surtout par une perte de revenu chez les cultivateurs. S'il se produit un abaissement du coût de la vie, il faut qu'il se fasse sentir partout, non pas sur une seule industrie. D'ordinaire, une baisse des prix des produits agricoles, provoquant une diminution du coût de la vie, indique une certaine régression de l'économie. J'aime à croire qu'il n'en est pas ainsi dans le cas présent. Le ministre affirme que l'emploi augmente et les salaires aussi. Le chômage qui existait en certaines régions s'atténue, il est vrai; mais j'espère qu'on prendra des mesures afin qu'il n'y ait pas de chômage en certaines régions de notre pays l'automne et l'hiver prochain.

Le ministre dit que les placements augmentent. Les placements se sont accrus considérablement au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. J'ai lu des observations dues à la plume d'économistes qui étudient ces questions de près, non seulement aux États-Unis, mais au Royaume-Uni; et dernièrement, j'ai pris connaissance d'un écrit d'un éminent économiste français. Ces gens craignent que le monde ne fasse des immobilisations trop considérables et n'augmente l'outillage et le matériel de production à une allure exagérée en ce moment. En outre, ils appréhendent que, par suite de la rentrée du Japon et de l'Allemagne dans le domaine de la production, à moins que ces pays ne puissent trouver les débouchés dont il jouissaient autrefois,—pour le Japon, c'est la Chine; pour l'Allemagne, c'est l'Est et d'autres parties de l'Europe, où elle a de la difficulté à vendre en ce moment,—nous nous heurtions à une concurrence acharnée qui changera peut-être considérablement la situation.

En écoutant le ministre du Commerce, il m'est venu à l'idée que les ministres n'ont pas de mal à critiquer les députés de l'opposition car, somme toute, ils disposent de moyens d'enquête que nous n'avons pas. J'aimerais avoir à ma disposition les moyens d'enquête qu'ont sous la main les ministres lorsqu'ils veulent se procurer des renseignements utiles dans des discussions de ce genre.

Je reconnais que le commerce est un facteur très important de l'économie canadienne. Notre pays est un grand producteur de denrées. Les consommateurs de chez nous pourraient sans doute s'en procurer davantage s'ils en avaient les moyens, mais même s'ils le faisaient, il nous faudrait encore exporter les énormes excédents que nous pourrions produire.

Je sais que le personnel du ministère du Commerce est trié sur le volet. J'ai constaté avec beaucoup de regret l'autre jour que M. Max Mackenzie a quitté le ministère. M. Mackenzie a été un fonctionnaire remarquable. J'ai eu le plaisir, de concert avec le représentant de Peel, de collaborer étroitement avec lui à la conférence de San-Francisco, il y a sept ans, ainsi qu'à New-York, en 1946, et j'en suis venu à estimer hautement ses aptitudes.

Cependant,—et, à cet égard, je partage les vues du député de Brant-Wentworth,—il faut dire que l'après-guerre a amené une grave menace pour notre économie. Nous dépendons de plus en plus, pour notre commerce, d'un seul marché: celui des États-Unis. Le ministre a parfaitement raison de signaler que cela tient, pour une bonne part, à ce que les autres pays avec lesquels nous faisons autrefois un commerce important ont eu de la difficulté à se procurer chez nous le pouvoir d'achat nécessaire à l'acquisition des biens dont ils ont besoin. Il n'en reste pas moins,—et je crois qu'il faut voir les choses telles qu'elles sont,—qu'il est très dangereux de mettre trop de ses œufs dans le même panier. Nous devrions plutôt nous efforcer, plus que nous ne l'avons peut-être fait jusqu'ici,—encore une fois, je ne dispose pas des services de recherches qui me permettraient d'être fixé là-dessus,—de trouver un plus grand nombre de débouchés divers à notre production croissante de céréales, de produits laitiers, de matières premières et de produits ouvrés.

Les États-Unis n'ont jamais constitué un marché stable pour les produits canadiens, surtout en ce qui concerne le genre de produits à l'égard desquels le Canada se place normalement au premier rang. Nous avons eu, dernièrement, des exemples de ce que j'avance. La solution, partout où on peut l'appliquer, serait donc de chercher des débouchés outre-mer et de ne négliger aucun moyen d'en arriver à des ententes propres à renverser l'orientation de nos échanges, afin que nous ne soyons plus à la merci du marché incertain des États-Unis.

L'annonce qu'a faite, cet après-midi, le ministre de l'Agriculture m'a vivement réjoui.

La quantité de viande en cause n'est pas très considérable par rapport à la quantité que nous pourrions produire et qui pourrait nous laisser un excédent pour l'exportation. Je crois que nous avons toutes les raisons de nous réjouir de ce que la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et le Canada aient été en mesure de conclure une telle entente au sujet de la vente de l'excédent de viande causé par l'interdiction américaine à l'égard